

SOMMAIRE

| | | |
|--------|--|----|
| 1. | DEFINTIONS..... | 2 |
| 2. | OBJET | 3 |
| 3. | DOCUMENTS CONTRACTUELS | 4 |
| 4. | DUREE DU CONTRAT..... | 4 |
| 5. | DESCRIPTION DU SERVICE | 4 |
| 5.1 | Spécificité de l'achat IRU..... | 4 |
| 5.2 | Commande de Service FON | 5 |
| 5.3 | Etudes de faisabilité | 5 |
| 5.4 | Option de Desserte Interne | 5 |
| 5.5 | Mise en service..... | 5 |
| 5.6 | Durée du Service | 5 |
| 5.7.1 | Location..... | 5 |
| 5.7.2 | IRU | 5 |
| 6. | NIVEAU D'ENGAGEMENT DE SERVICE | 6 |
| 6.1 | Temps de réparation | 6 |
| 6.2 | Assistance | 6 |
| 6.3 | Travaux programmés | 7 |
| 7. | DEPLACEMENT DE L'INFRASTRUCTURE..... | 7 |
| 8. | DISPOSITIONS FINANCIERES..... | 7 |
| 8.1 | Tarifs..... | 7 |
| 8.1.1 | Location..... | 8 |
| 8.1.2 | IRU | 8 |
| 8.2 | Conditions de facturation..... | 8 |
| 8.2.1 | Location..... | 8 |
| 8.2.2 | IRU | 8 |
| 9. | GESTION DU CONTRAT | 8 |
| 9.1 | Cession du Contrat par le Client..... | 8 |
| 9.1.1 | Demande et condition de la présentation d'un nouvel usager | 9 |
| 9.1.2 | Conclusion du nouveau Contrat..... | 9 |
| 9.2 | Information des tiers | 9 |
| 10. | RESPONSABILITE ET PENALITES | 10 |
| 10.1 | Responsabilité | 10 |
| 10.1.1 | Responsabilité du Client..... | 10 |
| 10.1.2 | Responsabilité du Fournisseur..... | 10 |
| 10.1.3 | Pénalités..... | 11 |
| 11. | RESILIATION | 11 |
| 12. | NOTIFICATION | 11 |

1. DEFINITIONS

En complément des définitions des Conditions Générales, les termes suivants, utilisés dans les présentes Conditions Particulières, auront la signification qui suit :

Chambre : désigne tout type d'Infrastructure de génie civil souterrain destiné soit aux boîtiers de raccordement, soit au tirage des câbles à fibres optiques ou fourreaux, dont l'usage est partagé entre plusieurs opérateurs ;

Chambre N-1 : désigne la dernière chambre en amont du Local Technique. Le Client souhaite raccorder ce Local Technique par ses propres moyens ou via le service de Desserte Interne ;

Conditions Particulières : désigne le présent document et ses Annexes ;

Connexion : désigne le branchement des Liaisons au Réseau de communications électroniques du Client ou à des fibres optiques tierces, ce branchement intervenant notamment à chaque extrémité de la Liaison ou à chaque extrémité des Liens Optiques composant la Liaison ;

Commande : désigne une demande adressée par le Client au Fournisseur relative à l'exécution du Service désigné et soumis aux Conditions Particulières et aux Conditions Générales ainsi qu'à leurs Annexes ;

Contrat : désigne l'ensemble des documents contractuels listés à l'Article 3 et liant les parties relativement à la fourniture du Service ;

« Collectivité Locale Délégante » désigne, dans le cadre des délégations de service public, la personne publique autorité délégante, propriétaire du réseau, support du Service ;

Date de Mise en Service : désigne la date de mise à disposition effective des Liaisons, telle qu'elle résulte de l'Article 5.5 ci-après ;

Défaut : désigne un défaut affectant la capacité du Client à passer des transmissions de télécommunications par une fibre ;

Défaut Majeur : désigne une coupure permanente de la transmission du signal ;

Défaut Mineur : désigne une dégradation de la transmission du signal sans interruption du Service ;

Desserte Interne : désigne la Liaison entre le Point de Livraison et le Local Technique de l'utilisateur (baie dans le NRO, armoire au pied d'un pylône, etc.). Le Client peut raccorder ce Local Technique par ses propres moyens ou via le service optionnel de Desserte Interne ;

Difficultés Exceptionnelles de Construction : désigne des difficultés, identifiées lors de l'étude préalable au lancement des travaux de raccordement ou pendant leur exécution, pour le raccordement d'un Site dans le cas où le Client a souscrit au service optionnel de Desserte Interne. Ces difficultés sont dues à certaines contraintes géographiques, techniques, législatives ou environnementales.

Droit de Passage : désigne tous les droits octroyés au Fournisseur par toute entité publique ou privée nécessaires à la pose et à l'exploitation du Réseau sur les domaines publics et privés. Le Fournisseur garantit détenir l'ensemble des Droits de Passage concernés par le Service de Fibre Optique Noire. Les contrats conclus avec les gestionnaires du domaine public imposent des contraintes importantes de droit public français auxquelles le Client et le Fournisseur acceptent de se soumettre dans le cadre des Commandes ;

Droit d'Usage ou IRU : désigne le droit d'usage exclusif à long terme consenti par le Fournisseur au Client, au titre duquel le Client bénéficie de la pleine jouissance des FON et supporte tous les risques et frais y afférents en lieu et place du Fournisseur, étant entendu que le Fournisseur demeure pleinement propriétaire des FON dont il retrouve la jouissance à l'expiration du Contrat ;

Equipement Actif : désigne un Equipement technique appartenant au Client permettant d'utiliser et activer un Lien Optique ;

Equipement Linéaire : désigne une Chambre de raccordement, une Chambre de tirage ou une Chambre d'épissurage nécessaire au fonctionnement, à la Maintenance, à la Réparation, à la réinstallation, la relocation, la protection et l'enlèvement des FON, ne comprenant ni les câbles contenant les FON ni les FON elles-mêmes ;

Fibre Optique Noire ou FON : désigne une fibre optique noire de type monomode, dépourvue d'activation par des Equipements de transmission, mise à disposition par le Fournisseur au Client constituant les Liens Optiques ;

Heure Ouvrable : désigne la période de 8h à 18h les Jours Ouvrables.

Heure Ouvrée : désigne la période de 8h à 18h les Jours Ouvrés.

Incident : désigne tout Défaut de fonctionnement d'une infrastructure qui, signalé par le Client, donne lieu à une opération de Maintenance Curative ;

Infrastructure : désigne l'ensemble des Equipements Linéaires, fourreaux, câbles et FON ;

Jour Ouvrable : désigne tout jour à l'exception du dimanche ou de tout autre jour férié en France ;

Jour Ouvré : désigne tout jour à l'exception du samedi et du dimanche et de tout autre jour férié en France ;

Liaison Optique : désigne l'ensemble continu d'un ou plusieurs Liens Optiques et des Equipements Linéaires permettant d'en assurer l'exploitation. Dans le cadre des délégations de service public, elle est la propriété de la Collectivité Locale Délégante ;

Lien Optique : désigne une FON terminée par un connecteur ou une épissure entre deux points déterminés ;

Local Technique : désigne un local hébergeant les Equipements Actifs du Client.

Maintenance Curative : désigne l'ensemble des opérations d'entretien effectuées à la suite d'incidents affectant l'utilisation du Service. La Maintenance Curative comprend toutes les Réparations Temporaires ou Permanentes ayant pour but de rétablir les FON à la suite d'un Défaut détecté au cours de la Maintenance Préventive ou notifié par le Client ;

Maintenance Préventive : désigne l'ensemble des opérations d'entretiens effectuées en préventions d'Incidents pouvant affecter l'utilisation du Service ;

Niveau d'Engagement de Service : désigne les services d'assistance, de Maintenance Préventive et de Maintenance Curative, tels qu'ils sont définis en Article 6 ;

« **Nœud de Raccordement d'Abonnés** » ou « **NRA** » : Répartiteurs téléphoniques où sont concentrés tous les raccordements d'abonnés et de lignes d'infrastructures, quel que soit l'opérateur ;

« **Nœud de Raccordement Optique** » ou « **NRO** » : désigne le site qui héberge l'équipement d'accès actif d'un Opérateur Commercial à partir duquel il active les accès de ses abonnés. Il est la propriété de la Collectivité Locale Délégante.

Notification de Réparation : désigne la notification faite au Client par le Fournisseur pour indiquer qu'une Réparation Temporaire ou une Réparation Permanente a été effectuée et testée avec succès ;

Paire de FON ou pFON : désigne une paire de FON, c'est-à-dire deux Fibres Optiques Noires.

Points de Livraison : désignent les limites physiques du Service telles que définies dans le bon de Commande ;

Réparation : désigne une Réparation Temporaire ou une Réparation Permanente ;

Réparation Permanente : désigne un rétablissement de la fibre tel qu'aucune attention supplémentaire ne sera requise par le Fournisseur à la suite du Défaut initial ;

Réparation Temporaire : désigne toute technique à la disposition du Fournisseur pour permettre au Client de passer des transmissions de télécommunication à travers une fibre ou via une autre fibre, même d'une façon dégradée, jusqu'à ce qu'une Réparation Permanente soit effectuée ;

Réseau : désigne un ensemble d'Infrastructures de télécommunications ;

Service : désigne le Service de « Fibre Optique Noire » tel que défini à l'Article 5 ;

Spécifications : désigne les spécifications techniques d'accès au Service telles que figurant en Annexe 2. Elles définissent notamment les fonctionnalités, les caractéristiques et les performances des FON ;

Ticket : désigne le fichier électronique, transmis via l'outil de ticketing, échangé entre le Client et le Fournisseur, permettant au premier de déclarer au second un Défaut ;

Travaux Programmés : désigne tout Travaux de Réparation ou de modification dont l'intervention est notifiée à l'avance, respectant un préavis précisé dans la présente Convention ;

Travaux de Réparation : désigne tout travaux ayant pour vocation la Réparation de tout ou partie du Tronçon concerné par la Commande ;

T0 : désigne la date et l'heure de déclenchement d'une intervention de Maintenance Curative par la réception ou la création d'un Ticket par le Fournisseur ;

2. OBJET

Les présentes Conditions Particulières ont pour objet de définir l'ensemble des termes par lesquels :

- le Fournisseur loue ou fournit un Droit d'Usage au Client sur les Liens Optiques composant la ou les Liaison(s) de Fibre Optique Noire définie(s) ;
- le Client prendra possession de la ou les Liaison(s) de Fibre Optique Noire.

3. DOCUMENTS CONTRACTUELS

Les documents contractuels sont constitués :

- Des Commandes passées conformément aux modalités définies entre les Parties
- Des présentes Conditions Particulières
- Des Annexes aux présentes Conditions Particulières
- Des Conditions Générales
- Des Annexes aux Conditions Générales

Les documents contractuels ci-dessus prévalent les uns sur les autres selon l'ordre dans lequel ils sont cités.

L'ensemble de ces documents, à l'exception des Commandes, est remis au Client lors de la signature des Conditions Particulières.

Sont annexés et font partie intégrante du Service :

- Annexe 1 : Conditions tarifaires
- Annexe 2 : Spécifications Techniques d'Accès au Service
- Annexe 3 : Bon de Commande
- Annexe 4 : Pénalités
- Annexe 5 : Descriptif de recette des Liaisons Optiques
- Annexe 6 : Difficultés Exceptionnelles de Construction

4. DUREE DU CONTRAT

Les Commandes conclues au titre du Contrat sont conclues pour une durée précisée aux paragraphes qui s'y rapportent.

Le Contrat ne pourra prendre fin avant l'expiration du dernier des Droits d'Usage commandés par le Client, sans préjudice des modalités de résiliation du Contrat figurant à l'Article 11.

5. DESCRIPTION DU SERVICE

Les présentes Conditions Particulières ont pour objet de définir les conditions techniques et financières par lesquelles le Fournisseur met à disposition du Client une ou plusieurs Fibres Optiques Noires ou pFON entre deux Points de Livraisons, constituant une Liaison. Ce Service est accompagné d'un niveau d'engagement de Service tel que défini à l'Article 6.

Le Service de Fibre Optique Noire est disponible selon deux (2) profils :

- La FON classique, dont les Points de Livraison sont des Chambres ou des Locaux Techniques ;
- La FON NRA/NRO, dont au moins un des Points de Livraison est un NRA ou un NRO ;

Selon le profil concerné, deux (2) modes d'achat peuvent être disponibles :

- Le mode location
- L'IRU.

Le Service FON est également caractérisé par une Durée Initiale. Les durées disponibles varient selon le mode d'achat et le profil, comme décrit dans l'Annexe 1.

Le Service FON comprend :

- La mise à disposition de Liaisons au Niveau d'Engagement de Service décrit à l'Article 6 ;
- La mise à disposition d'un câble lové de 30ml dans chaque Point de Livraison, permettant l'acheminement final par le Client du (des) Lien(s) Optique(s) jusqu'aux Equipements Actifs, ou un Service optionnel de Desserte Interne.

5.1 Spécificité de l'achat IRU

Le Droit d'Usage ou IRU consenti au Client par le Fournisseur est un droit personnel d'usage, exclusif, au titre duquel le Client bénéficie de la jouissance des Liaisons faisant l'objet du Droit d'Usage et supporte les risques et frais y afférents en lieu et place du Fournisseur dans les conditions et limites du Contrat, étant entendu que le Fournisseur ou sa Collectivité Locale Déléguée demeure pleinement propriétaire des FON dont il retrouve la pleine jouissance à l'expiration du Contrat.

Les présentes Conditions Particulières ne confèrent aucun droit de propriété au Client sur les biens mis à sa disposition. La sous-mise à disposition par le Client des Liaisons n'est pas permise. A ce titre, le Client ne pourra pas faire usage des Liaisons faisant l'objet d'un Droit d'Usage à des fins de commercialisation notamment auprès d'autres opérateurs.

5.2 Commande de Service FON

Le Client commande au Fournisseur un ou plusieurs Services de Fibres Optiques Noires faisant l'objet d'un Bon de Commande dont le modèle est fourni en Annexe 3.

Cette commande initiale pourra être augmentée de Liaisons ou de Points de Livraison supplémentaires par bon de Commande ou avenant selon les termes et les conditions définies dans les présentes Conditions Particulières.

5.3 Etudes de faisabilité

La fourniture du Service donnera lieu à des études dites de topologie préalables à la Commande du Service, portant sur le parcours des Liaisons et la cohérence de celles-ci entre elles compte-tenu des besoins exprimés par le Client. Ces études seront réalisées par le Fournisseur avec l'assistance du Client. Le Client passera commande du Service sur la base de ces études. Dans le cas où le Fournisseur ne dispose pas dans son Réseau de la capacité demandée par le Client, celui-ci communiquera la non-disponibilité d'une ou plusieurs FON dans son Réseau.

5.4 Option de Desserte Interne

L'option de Desserte Interne est une prestation de construction de Desserte Interne par le Fournisseur, disponible sur devis. Le Client fait son affaire des autorisations nécessaires à la réalisation, à la mise en place et au maintien des Dessertes Internes.

Certaines contraintes géographiques, techniques, législatives ou environnementales sont susceptibles de générer des difficultés pour construire la Desserte Interne. Elles sont désignées sous le terme « Difficulté Exceptionnelle de Construction ». La liste des cas entrant dans ce périmètre est présentée en Annexe 7. Ces Difficultés Exceptionnelles de Construction en Domaine Public ou en Domaine Privé peuvent être identifiées lors de l'étude préalable au lancement des travaux de raccordement ou pendant leur exécution. En domaine privé, le Client est tenu d'informer le Fournisseur, ou les personnes mandatées, de l'existence et de l'emplacement des canalisations de toute nature et de tout autre facteur de risque pouvant survenir dans le Site Utilisateur.

5.5 Mise en service

Le Fournisseur procèdera aux Tests de Recette des Liaisons Optiques décrits en Annexe 5 et en communiquera les résultats dans les Procès-Verbaux de Recette.

Le Client disposera de dix (10) jours ouvrables pour procéder à des essais en vue de vérifier les Tests de Recette. Les Liaisons seront réputées acceptées par le Client sauf si celui-ci notifie au Fournisseur, avant l'expiration d'un délai supplémentaire de cinq (5) jours ouvrés, un désaccord avec les résultats obtenus dans le cadre de la Recette quant à la conformité des Liaisons aux Spécifications.

En cas de désaccord, les Parties s'efforceront de parvenir à un accord dans une période d'un (1) mois calendaire à compter de la notification par le Client de ses réserves techniques. A faute d'accord, le Client sera réputé avoir renoncé à sa Commande.

La Date de Mise en Service est la première à intervenir des dates suivantes :

- (i) La date de notification de son acceptation par le Client, en cas de Recette acceptée par le Client dans les quinze (15) jours ouvrés après la communication par le Fournisseur des procès-verbaux de Recette; ou
- (ii) La date d'expiration du délai de quinze (15) jours ouvrés fixés au Client pour vérifier les Tests de Recette et le délai de notification si le Client ne notifie expressément aucun désaccord dans ledit délai ; ou
- (iii) La date à laquelle un accord est trouvé entre les Parties sur la conformité des Liaisons aux Spécifications.

5.6 Durée du Service

5.7.1 Location

Le Service entre en vigueur à la date de Mise en Service, et ce pour une Durée Initiale indiquée dans le bon de Commande. A l'issue de la période initiale, le Service sera tacitement reconduit pour la même durée, chaque Partie pouvant y mettre fin par acquittement sans frais de résiliation et sans pénalité par lettre recommandée avec avis de réception adressée à l'autre Partie à cet effet en respectant un préavis de trois (3) mois.

5.7.2 IRU

La date de début de l'IRU portant sur chaque Liaison correspondra à la date de Mise en Service de ladite Liaison.

Les IRU portant sur chaque Liaison sont fournis pour la plus courte des durées suivantes :

- la durée mentionnée en Annexe 3 à compter de la Date de Mise en Service de ladite Liaison ou,
- la durée de vie du câble dans lequel les FON sont installées et/ou la durée de vie des FON elles-mêmes.

Le Contrat étant conclu pour une durée déterminée, celui-ci n'est pas susceptible de résiliation anticipée, à l'exception des cas prévus dans les présentes Conditions Particulières à l'Article 11.

Les achats en IRU ne font pas l'objet de tacite reconduction.

6. NIVEAU D'ENGAGEMENT DE SERVICE

6.1 Temps de réparation

Les Défauts détectés au cours de la Maintenance Préventive ou notifiés par le Client seront classés, selon leur gravité, en tant que Défaut Majeur ou Défaut Mineur. Cette classification déterminera les mesures à prendre.

La gravité d'un Défaut pourra faire l'objet d'une nouvelle classification par les Parties durant les Réparations, en fonction de l'intervention. La nouvelle classification déterminera les mesures à prendre.

Le Fournisseur mettra en place tous les moyens nécessaires afin que les Défauts soient corrigés, de manière Temporaire ou Permanente.

Les temps ci-dessous sont décomptés à partir de la déclaration du Défaut matérialisée par l'ouverture d'un Ticket d'Incident à l'instant « T0 » :

- Défaut sur connecteurs ou jarretières : diagnostic T0 + 3h, Réparation T0 + 4h ;
- Défaut dans un boîtier de raccordement : diagnostic T0 + 3h, Réparation T0 + 4h pour 12 épissures ;
- Défaut entre deux boîtes de raccordement :
 - (i) La première solution à envisager sera l'échange des fibres actives vers des fibres saines diagnostic T0 + 3h, Réparation T0 + 4h ;
 - (ii) Si un échange n'est pas possible, deux solutions de réparation, qui permettent le rétablissement du Service en T0 + 16h, sont envisageables :
 - Réalisation d'une baguette de quelques mètres sur le lieu du Défaut ;
 - Isolement de la portion de câble défectueuse en installant un câble volant entre les boîtiers de raccordement amont et aval ;
- En cas de défaut sur un câble 144 FO : l'engagement de temps de réparation est T0 + 8h.

Le mode de calcul du Temps de Réparation diffère selon la classification du Défaut :

- (i) Pour les Défauts Majeurs, le mode de calcul du Temps de Réparation est fait en 24/7 à compter du T0 et sous réserve que les modalités de l'article ci-dessus aient été respectées, et jusqu'à ce que le Défaut soit réparé ou que la Notification de Réparation soit délivrée ;
- (ii) Pour les Défauts Mineurs, le mode de calcul du Temps de Réparation est fait en heures ouvrées à compter du T0 et sous réserve que les modalités de l'article ci-dessus aient été respectées, et jusqu'à ce que le Défaut soit réparé ou que la Notification de Réparation soit délivrée.

De manière générale, tout délai pendant lequel le Fournisseur est en attente d'une action à effectuer par le Client sera décompté pour le calcul des Indicateurs.

Le Client sera en droit de déclarer l'inobservation des délais de Maintenance Curative à la direction du Fournisseur selon la Procédure d'Escalade indiquée ci-après. Les responsables seront contactés par le Centre d'assistance téléphonique Client sur demande du Client.

| Défaut Majeur / Temps passé* | |
|------------------------------|----------------------|
| Délai | Responsable contacté |
| 6 heures | Responsable NOC |
| 16 heures | Directeur Opérations |
| 24 heures | Directeur Général |

*à compter de la déclaration du Défaut comme indiqué plus haut.

6.2 Assistance

Les services de Maintenance Curative sont sous la responsabilité du Fournisseur. Ils sont conditionnés par les contraintes imposées par les gestionnaires de domaines.

La Maintenance Curative comprend toutes les Réparations (qui ne sont pas des opérations de Maintenance Préventive) ayant pour but de rétablir la disponibilité des Installations à la suite d'un Incident (effondrement de tranchée, tampon de Chambre cassée, ...) détecté au cours de la Maintenance Préventive ou notifié par le Client.

Le Client déclarera les Incidents par Ticket d'Incident via support.axione.fr. Si besoin, le Client déclarera les Incidents au Centre d'exploitation. Ces services sont disponibles 24 heures par jour, 7 jours sur 7. Dès réception d'un appel du Client, le Fournisseur ouvrira un Ticket d'Incident dont il indiquera le numéro de référence au Client. Sous réserve d'un niveau d'information de la part du Client jugé acceptable par le Fournisseur, l'horaire mentionné sur le Ticket constituera le point de départ du calcul des Temps de Réparation.

Après déclaration d'un Incident, le Fournisseur contactera le responsable maintenance local qui planifiera puis coordonnera les Travaux de Réparation.

Le Client fournira toutes les informations requises par le Fournisseur afin de localiser et de corriger l'Incident. Ces informations comprendront, sans que cela ne soit limitatif, une définition de l'Incident, son emplacement, les sections, références et nombres

précis des FON touchées, ou autres moyens similaires d'identification de ces éléments et tous résultats disponibles des mesures effectuées.

Dès notification d'un Incident par le centre d'exploitation Client ou constatation au cours de la Maintenance Préventive, le Fournisseur mettra les moyens nécessaires en place afin de :

- Localiser l'Incident aussi précisément que possible,
- Faire la liaison avec les propriétaires des droits de passage et/ou les autorités locales afin d'obtenir l'accès à l'Infrastructure,
- Exécuter des Réparations Temporaires ou Permanentes,
- Documenter les modifications et les transmettre au Centre d'assistance téléphonique Client,
- Emettre la Notification de Réparation correspondante.

L'objectif des opérations de Réparation est de remettre les Installations dans l'état où elles se trouvaient avant l'Incident.

Le Fournisseur s'engage à une continuité d'intervention jusqu'à la Réparation définitive des Installations.

Chaque intervention de Maintenance Corrective fera l'objet d'un compte rendu d'intervention, indiquant en détail la référence de l'Incident, la date et l'heure de déclaration de l'Incident, la date et l'heure des Réparations, et les mesures prises par le Fournisseur. Ce rapport sera envoyé par le Fournisseur au Client sur demande de celui-ci au plus tard cinq (5) Jours Ouvrés après la Réparation d'un Incident, le Fournisseur émettra à destination du Client un rapport indiquant en détail :

- la référence de l'Incident,
- la date et l'heure de déclaration de l'incident,
- la nature de l'Incident
- la date et l'heure de Réparation et,
- les mesures d'intervention prises pour son traitement.

En cas de signalisation transmise à tort, les déplacements techniciens seront facturés 125€ en Heures Ouvrables et 250€ en Heures non Ouvrables.

6.3 Travaux programmés

Lorsque le Fournisseur prévoira des Travaux Programmés, il en informera le Client comme suit :

- (i) Pour les Travaux Programmés sans effet significatif sur le Service délivré au Client, le Fournisseur adressera une notification au Client trois (3) jours à l'avance. De tels Travaux Programmés seront exécutés durant les Heures Ouvrables.

Pour les Travaux Programmés qui auront un effet significatif sur le Service délivré au Client, le Fournisseur adressera une notification au Client un (1) mois à l'avance. De tels Travaux Programmés seront réalisés en étroite coordination entre les Parties en tenant compte des contraintes imposées par le gestionnaire de domaine.

7. DEPLACEMENT DE L'INFRASTRUCTURE

Le Fournisseur peut être amené à déplacer tout ou partie de l'Infrastructure permettant la mise à disposition du Client des Liaisons Optiques en application des Conditions Particulières :

- (i) Pour tout motif raisonnable lié à l'exploitation de l'Infrastructure,
- (ii) Pour se conformer aux lois et règlements en vigueur,
- (iii) Dans le cas où un tiers autorisé ordonne ou s'apprête à ordonner un tel déplacement (notamment par application des règles domaniales).

Le Fournisseur avertira le Client au moins trente (30) jours calendaires avant le déplacement, sauf impossibilité, afin d'organiser le déplacement des Liaisons du Client et proposer une solution de substitution acceptable par ce dernier à un coût qui fera l'objet d'un accord entre les Parties. Le Fournisseur s'engage à :

- ne pas interrompre de manière déraisonnable les services offerts par le Client grâce aux Liaisons objet de ces Conditions Particulières,
- livrer les Liaisons conformément aux Spécifications et notamment à ce que le déplacement de l'Infrastructure n'entraîne pas une dégradation de leurs performances.

Si le Client accepte une telle solution de substitution et en dehors de toute faute commise par le Fournisseur, les frais occasionnés par cette solution seront également partagés entre les Parties (déplacement des FON et construction de la Liaison de substitution), calculés au prorata du nombre de FON à déplacer. Le Fournisseur fera ses meilleurs efforts pour obtenir de tout tiers autorisé ordonnant un déplacement de l'Infrastructure, la prise en charge des frais éventuels liés à l'opération.

Aucune indemnité de quelque nature que ce soit n'est due à l'opérateur dans l'hypothèse de la survenance des événements décrits ci-dessus. Néanmoins, le Fournisseur versera au Client une partie de l'indemnité éventuellement perçue de la part d'un tiers en cas de retrait des Droits de Passage, calculée au prorata du nombre de FON faisant l'objet d'un Service FON, présent sur la partie du Réseau ayant donné lieu au versement d'une indemnité. En tant que de besoin, les Parties signeront un avenant au présent Contrat formalisant leur accord sur le nouveau tracé.

8. DISPOSITIONS FINANCIERES

8.1 Tarifs

Les prix de Frais d'Accès au Service et les prix mensuels de base forfaitaire pour la location et l'IRU des Liaisons objets de la Commande sont définis en Annexe 1.

8.1.1 Location

La mise à disposition des Liaisons fait l'objet de :

- (i) De Frais d'Accès au Service
- (ii) D'un forfait de location mensuel pour l'utilisation des Liaisons
- (iii) D'une redevance de Maintenance annuelle
- D'un tarif sur devis optionnel de Desserte Interne

8.1.2 IRU

La mise à disposition des Liaisons fait l'objet de :

- (i) De frais de mise en service en fonction du nombre de Points de Livraison et travaux spécifiques nécessaires à la livraison des Liaisons
- (ii) D'un prix forfaitaire non remboursable d'un IRU pour l'utilisation des liaisons
- (iii) D'une redevance de Maintenance annuelle
- (iv) D'un tarif sur devis optionnel de Desserte Interne

Les Parties conviennent expressément que le Client supportera l'ensemble des risques et notamment :

- les risques de perte et d'obsolescence, sans toutefois être tenu au remplacement des FON ;
- les risques de dommages sans toutefois être tenu de réparer les FON, sauf hypothèse d'un dommage qui lui serait imputable ;
- les risques liés à l'intérêt général.

Les Parties conviennent expressément que le prix reflète le transfert des risques définis ci-dessus, accepté et supporté par le Client

8.2 Conditions de facturation

Les sommes dues par le Client au Fournisseur au titre des Conditions Particulières sont exigibles à compter du lendemain de la réception des Liaisons, dite point de départ de la facturation.

Les tarifs indiqués dans l'Annexe 1 et dans chaque Commande sont hors tout impôt, droit et taxe de quelque nature que ce soit, direct ou indirect, présent ou futur, qui pourrait être dû sur le prix des Commandes (à l'exception des droits de passage et redevances d'occupation qui sont à la charge exclusive du Fournisseur). La TVA sera facturée en sus au taux en vigueur à la date de facturation.

8.2.1 Location

Les factures sont émises mensuellement à terme à échoir. Le prorata-temporis de jouissance des Liaisons entre le point de départ de la facturation et la date de première facturation sera imputé à échéance de facturation.

8.2.2 IRU

Les factures sont émises à la Date de Mise en Service des Liaisons et feront l'objet d'une avance à la signature de la Commande, définie en Annexe 3. Les factures de redevance de la maintenance sont émises annuellement, terme à échoir.

9. GESTION DU CONTRAT

9.1 Cession du Contrat par le Client

Lorsque, dans le cadre de la délégation de service public, la cession du présent Contrat n'est pas interdite par le contrat de délégation de service public conclu entre le Fournisseur et le délégant, le Client peut céder ou transférer en totalité ou en partie ses droits et obligations issus du Contrat, à ses sociétés affiliées après envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception dans les trente (30) jours suivant la date d'effet de la cession et sous réserve que ladite société affiliée soit déclarée ou ait été autorisée à établir et exploiter un réseau ouvert au public conformément aux dispositions de l'article L 33-1 du Code des Postes et Communications Électroniques.

Une société affiliée désigne toute entité sous le contrôle du Client ou qui la contrôle directement ou indirectement au sens de de l'article L 233-3 du Code de commerce.

En cas de cession d'une partie ou de la totalité du Contrat par l'Opérateur, les Parties se réuniront le cas échéant, afin d'analyser, d'une part, l'opération et le coût de transfert, et d'autre part, de convenir et de valider les modalités de la cession.

En toute hypothèse, aucune cession ne peut prendre effet sans que le solde du compte du Client n'ait été préalablement apuré.

Les modalités opérationnelles et financières des transferts de droits et obligations issus de la cession feront le cas échéant, l'objet d'un contrat spécifique.

Toute cession contraire aux principes définis ci-dessus sera réputée être une faute du Client. En cas de cession contraire aux principes définis ci-dessus, le Fournisseur est en droit de suspendre, trente (30) jours calendaires après la réception par le Client d'une mise en demeure adressée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception restée infructueuse, tout ou partie des prestations et/ou Droits objet du manquement.

Dans le cas où la cession du présent Contrat est interdite par le contrat de délégation de service public conclu entre le Fournisseur et le délégant, le Client peut présenter au Fournisseur un nouvel usager (le « nouvel usager ») avec lequel le Fournisseur s'engage à conclure un nouveau contrat (le « nouveau Contrat ») selon les conditions et modalités décrites à l'Article 9.1.1.

9.1.1 Demande et condition de la présentation d'un nouvel usager

Le Client peut présenter au Fournisseur un nouvel usager (le « nouvel usager ») avec lequel le Fournisseur s'engage à conclure un nouveau contrat (le « nouveau Contrat ») selon les conditions et modalités suivantes.

i. Le Client notifie au Fournisseur la demande de présentation par lettre recommandée avec avis de réception.

La demande de présentation précise :

- L'identité du nouvel usager ;
- Les documents permettant d'apprécier la qualité technique et financière du nouvel usager ;
- La date envisagée pour la conclusion du nouveau Contrat.

La demande de présentation est cosignée par le Client et le nouvel usager.

ii. Dans le mois suivant l'envoi de la demande de présentation, il est organisé une rencontre à l'initiative du Client, entre le Fournisseur, le Client et le nouvel usager afin d'apprécier les possibilités et les conditions de la mise en œuvre de la conclusion du nouveau Contrat et notamment de la reprise des droits et obligations du Client par le nouvel usager.

iii. Le Fournisseur dispose d'un délai d'un (1) mois à compter de la réception de la demande de présentation pour accepter ou refuser celle-ci.

Il est précisé que tout refus par le Fournisseur doit être motivé par des raisons tenant aux qualités techniques ou financières du nouvel usager.

iv. Il est convenu que la conclusion du nouveau Contrat ne peut être réalisée que sous réserve que l'ensemble des dettes et créances nées entre le Client et le Fournisseur et résultant du Contrat conclu avec le Client (le Contrat initial) soit soldé à la date envisagée pour la conclusion du nouveau Contrat, telle qu'elle figure dans la demande de présentation. Les factures et/ou avoirs correspondants devront être émis par les Parties en conformité avec ce principe.

L'établissement du solde entraîne l'extinction de toutes les créances et obligations nées et connues avant l'établissement du solde, de chaque Partie envers l'autre au titre du Contrat initial.

Sans préjudice de ce qui précède, il est convenu que l'établissement du solde et le règlement du solde y afférent n'exonèrent pas le Client de sa responsabilité à l'égard des dommages et préjudices trouvant leur origine antérieurement à l'établissement du solde.

9.1.2 Conclusion du nouveau Contrat

En cas d'acceptation de la demande de présentation et d'acceptation de la proposition ou de la contre-proposition du solde, la conclusion du nouveau Contrat est réalisée de la manière et dans les conditions suivantes :

i. Si à la suite de la présentation d'un Nouvel Usager par le Client, ce dernier n'est plus Usager, alors le Contrat conclu avec le Client est résilié sans pénalité de quelque sorte que ce soit à la charge du Client sur ce fondement, sans que le Client ne puisse bénéficier d'une indemnité quelconque à ce titre. Cette résiliation entraînera la fin du Droit d'Usage pour le Client ; Si le Client continue d'être un Usager du Service suite à la présentation d'un Nouvel Usager, alors les Parties se rencontreront pour déterminer si le Contrat conclu entre les Parties est maintenu ou si un Nouveau Contrat doit être validé et signé entre les Parties.

ii. Si le Contrat est résilié, le nouveau Contrat est conclu concomitamment à la résiliation du Contrat initial avec le nouvel usager pour la durée normale restante du Contrat initial – au moment de la résiliation - reprenant l'ensemble des conditions techniques, économiques et financières figurant dans le Contrat initial, les Commandes et dans leur intégralité l'étendue des Droits d'Usage du Client au jour de la résiliation du Contrat.

Si le Contrat n'est pas résilié et qu'un nouveau Contrat doit être signé entre les Parties, alors le Nouveau Contrat est conclu concomitamment à la signature du Nouveau Contrat avec le Nouvel Usager.

9.2 Information des tiers

i. A l'occasion de la fin normale ou anticipée de la Délégation de Service Public, la Collectivité Locale Délégante organisera la reprise par elle-même ou son nouveau délégataire des droits et les obligations de l'ancien délégataire, au titre du présent Contrat, ce que le Client accepte d'ores et déjà expressément. Cette reprise se traduira par (i) la conclusion avec Client, d'un contrat de Fibre Optique Noire dans des conditions similaires à ceux du présent Contrat, sans modification substantielle et (ii) un transfert à l'autorité délégante ou son nouveau délégataire des Commandes en cours. Le délégataire ou l'autorité délégante informera le Client d'une telle substitution.

La Collectivité Locale Délégante est réputée avoir accepté préalablement à la reprise des droits et obligations de l'ancien délégataire (à la date de signature des présentes ou le cas échéant à la date de signature de la Délégation de Service ou de son avenant) les termes du présent Contrat et devra les reprendre en l'état sans modification substantielle.

ii. En cas de cession ou de transfert du réseau à l'initiative de la Collectivité Locale Délégante, celle-ci informera le cessionnaire, de l'existence, de l'étendue et de la durée du Droit d'Usage dont bénéficie le Client préalablement à ladite cession. Cette information sera notifiée au cessionnaire par lettre recommandée avec avis de réception, avec information concomitante au Client. La Collectivité Locale Délégante organisera la cession afin qu'elle soit conditionnée (i) à l'engagement du cessionnaire de conclure avec le Client, un contrat de Fibre Optique Noire dans des conditions similaires à celles du présent Contrat et (ii) à la reprise par le cessionnaire des Commandes en cours, sans modification substantielle, ce que le Client accepte d'ores et déjà.

En cas de réalisation des dispositions contenues aux i et ii ci-dessus, le Fournisseur s'engage à informer, tout tiers de l'existence, de l'étendue et de la durée du Droit d'Usage dont bénéficie le Client, sur demande du Client. Cette information prend la forme d'une lettre, notifiée au tiers identifié par le Client, par lettre recommandée avec avis de réception, avec information concomitante au Client.

10. RESPONSABILITE ET PENALITES

10.1 Responsabilité

Chaque Partie sera responsable des éventuels dommages qu'elle causera à un tiers. La responsabilité des Parties sera traitée conformément aux stipulations des Conditions Générales.

10.1.1 Responsabilité du Client

Les présentes Conditions Particulières ne confèrent aucun droit de propriété au Client sur les biens mis à sa disposition. Le Fournisseur ou la Collectivité Locale Délégante demeure pleinement propriétaire des F.O.N dont il retrouve la pleine jouissance à l'expiration du Contrat.

A compter de la Date de Mise en Service, le Client aura librement le droit d'utiliser pour ses besoins propres les Liaisons mises à sa disposition conformément aux termes des présentes Conditions Particulières, sous réserve du règlement au préalable des sommes dues au titre des factures. Le Client s'engage à ce que son utilisation des Liaisons mises à disposition n'affecte par l'usage de l'Infrastructure par le Fournisseur.

Le Client assumera irrévocablement toutes les responsabilités relatives à toute action, poursuite, procès, litige, plainte ou enquête ou autre obligation se rapportant à l'utilisation desdites FON ou à leur exploitation à compter de la date d'octroi de l'IRU, à l'exception de celles directement imputables à un manquement du Fournisseur au regard de ses obligations au titre du Contrat. Les Parties conviennent expressément que le prix reflète le transfert des risques définis ci-dessus accepté et supporté par le Client.

Le Client convient d'indemniser le Fournisseur et de le tenir quitte des réclamations, des coûts, des amendes, des pénalités, des dommages et intérêts, des frais et autres charges résultant de l'usage qu'il fait des Liaisons.

10.1.2 Responsabilité du Fournisseur

La limite de responsabilité du Fournisseur est constituée par les Points de Livraison.

Les Parties conviennent expressément que la responsabilité du Fournisseur ne peut être engagée que dans le cas d'une faute prouvée.

Les Connexions de la ou les Liaison(s) seront effectuées aux Points de Livraison. En toute hypothèse, le Fournisseur est le seul à pouvoir intervenir pour réaliser ces Connexions.

Les Parties se réuniront dès que possible aux fins d'examiner s'il y a lieu de contacter des tiers pour la réalisation des Connexions. Au cas où le Client ou des personnes désignées par lui souhaitent assister aux Connexions ou participer à l'opération de Connexion, le Client s'engage à porter à la connaissance des entreprises présentes lors des opérations les règles de sécurité communiquées par le Fournisseur.

Sauf autorisation expresse et préalable du Fournisseur, le Client n'a aucun accès aux Liaisons mises à sa disposition et ne devra, en aucune circonstance, déplacer, relocaliser, perturber, manipuler ou être en contact de quelque manière que ce soit avec ces Liaisons.

Le Fournisseur ne sera pas responsable envers le Client de toute perte ou dommage éventuellement subi par le Client consécutif au non-respect par le Client de toute loi nationale, étrangère et/ou internationale ou de la Délégation de Service Public, le Client s'engageant, en revanche, à indemniser pleinement et sans délai le Fournisseur en cas de préjudice subi du fait de ce non-respect.

10.1.3 Pénalités

Les pénalités sont décrites en Annexe 4. Elles sont plafonnées et sont forfaitaires et libératoires de tous préjudices.

11. RESILIATION

Les Parties pourront mettre fin au Contrat dans les seules circonstances limitées suivantes :

Le Fournisseur pourra résilier de plein droit le Contrat, sans aucune autre formalité, en cas de non-paiement du Prix dans les délais prévus à l'Article 18 des Conditions Générales si, à l'expiration d'un délai de trente (30) jours, à compter de l'émission d'une lettre de mise en demeure de se confirmer à ses obligations, le Client demeure en manquement à son obligation de paiement.

Le Fournisseur peut suspendre la fourniture de tout Service au cas où le comportement actif ou passif du Client mettrait en péril le bon fonctionnement ou la sécurité du réseau utilisé ou des biens du Fournisseur. Sauf impossibilité, le Fournisseur informe le Client préalablement à la suspension. Dans le cas où une information préalable n'est pas possible, l'information intervient au moment de la suspension.

Chacune des Parties pourra résilier le Contrat en cas de force majeure empêchant pendant plus de trois (3) mois l'exécution par l'une ou l'autre des Parties de ses obligations, telles que décrites par les présentes Conditions Particulières.

Toute résiliation anticipée du Contrat et/ou d'une Commande pour une faute imputable au Fournisseur, nonobstant tout dommage et intérêt que le Client pourrait réclamer, rendra immédiatement exigible les montants versés par avance au Fournisseur par le Client au titre du Contrat et/ou de la Commande concernée et n'ayant pas fait l'objet de la prestation afférente.

Par ailleurs, dans les limites autorisées par les dispositions du Code de Commerce relatives au redressement et à la liquidation judiciaire des entreprises, chaque Partie se réserve le droit de résilier le Contrat et/ou une Commande, à tout moment de son exécution, dans le cas où l'autre Partie serait déclarée en état de faillite, de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire.

Pareille résiliation ne pourra en aucun cas donner lieu au versement d'une indemnité de fin de Contrat par le Fournisseur au Client.

La résiliation du Contrat permettra à la Partie non défaillante d'appeler l'autre Partie en garantie du paiement de tous dommages et intérêts qu'elle serait amenée à verser à un tiers ou du paiement de toute indemnité contractuelle qu'elle serait amenée à verser à un co-contractant du fait du manquement de la partie défaillante à ses obligations, dans les limites prévues aux présentes.

12. NOTIFICATION

Chaque notification, demande, certification ou communication signifiée ou faite au titre du Service, se fera par écrit et sera remise en mains propres ou envoyée par lettre recommandée avec accusé de réception ou par transmission par voie électronique à l'adresse de la Partie concernée indiquée ci-après ou à toute autre adresse qui pourra être indiquée par écrit à l'autre Partie :

NATHD

A l'attention de Gabriel GOUDY,
5 Place Jean Jaurès – BP 40001
33024 BORDEAUX Cedex
Tel : [TEL]
E-mail : [EMAIL]

[CLIENT]

A l'attention de [Prénom NOM],
[ADRESSE]
Tel : [TEL]
E-mail : [EMAIL]

Toute modification du nom, de l'adresse et des numéros de voie électronique pourra être effectuée à tout moment avec un préavis de quinze (15) jours, conformément aux dispositions stipulées dans cette section. Fait en deux exemplaires, à

Le ____/____/____,

Pour le **Client**,

NOM, Prénom : _____

Qualité : _____

Pour le **Fournisseur**,

NOM, Prénom : _____

Qualité : _____